

Discours de Monsieur Jean-Pierre BEL, Président du Sénat

Séance du 1^{er} octobre 2011

Mes chers collègues,

Hier dans cet hémicycle, nous avons vécu un moment fort, solennel et grave en commémorant avec Robert Badinter et Pierre Mauroy le trentième anniversaire de l'abolition de la peine de mort.

Et pourtant, quelques jours auparavant, un homme a été exécuté, assassinat prémédité, comme aurait dit Albert Camus.

Cela doit nous amener à comprendre que nos combats ne cesseront jamais et que notre Sénat doit être en première ligne dans la lutte pour la dignité.

Et, comme l'a dit Robert Badinter : « être le phare qui éclaire les voies de l'avenir ».

Quelle mission exaltante...

Vous comprendrez alors combien je mesure pleinement la confiance que vous venez de m'accorder.

Elle constitue pour moi fierté et honneur, certes, mais aussi une immense responsabilité.

A cet instant, je veux me tourner vers notre doyen pour lui dire – pour vous dire, mon cher Paul Vergès, tout le bonheur, tout le plaisir, toute la symbolique à vous avoir vu présider la séance d'installation.

Les outre-mers sont une des grandes richesses de notre République. Le souvenir de Gaston Monnerville, ici même, est là pour l'illustrer.

Les outre-mers seront un enjeu fort pour le Sénat, leur prise en compte une exigence absolue.

Nous aurons à porter le message d'une République qui reconnaît tous ses enfants, d'où qu'ils viennent et où qu'ils soient.

J'adresse un salut très sincère au Président Larcher, dont nous avons apprécié les qualités et la personnalité tout au long de cette mandature écoulée.

De même, je tiens à dire mon estime au Président Poncelet qui, avant nous, a présidé notre assemblée. Il a toujours su allier gentillesse, humanisme et disponibilité.

Seul le prononcé fait foi

J'ai aussi une pensée pour ces grandes personnalités qui, en ce jour, quittent le Sénat, parmi lesquels : Pierre Mauroy, Robert Badinter, Louis Mermaz, Jack Ralite, Dominique Voynet, Josselin de Rohan qui fut mon président à la commission des Affaires étrangères.

J'ai une pensée particulière pour notre collègue Guy Fischer.

L'exercice des responsabilités publiques requiert pudeur et retenue.

Je veux vous dire mon émotion, mon émotion forte au moment de m'installer dans ce fauteuil qui représente une des fonctions les plus éminentes de l'Etat.

Emotion d'avoir obtenu votre confiance, d'avoir été élu par mes pairs à la présidence de la Haute Assemblée.

Et pour cela, je veux remercier particulièrement mes amis socialistes, communistes, radicaux de gauche, écologistes, divers gauche, tous ceux qui m'ont accompagné. Et je veux remercier chacune et chacun d'entre vous, quel que soit son appartenance politique, quel qu'ait été son choix à l'heure du vote.

Je vais peut-être prendre de grands risques en vous disant mon émotion, aussi, en pensant aux miens.

L'Histoire de ma famille paternelle, racontée tout au long de mon enfance, ce sont des personnages qui, là-bas dans le Tarn, entre Albi et Carmaux, ont connu, côtoyé et surtout partagé les combats de Jean Jaurès. Le grand Jaurès inspirateur de mon engagement et de mes convictions.

Je pense à mon grand-père maternel, cheminot, mort dans le bombardement de la gare Saint-Charles, à Marseille.

A mon père, sa sœur, ses frères qui furent, très jeunes, dès le début, en première ligne des combats de la Résistance.

A ma mère, employée des P.T.T., qui éleva quatre enfants dans notre petit H.L.M. de la Cité Empalot-Daste à Toulouse.

Je pense à ma femme qui fait mon bonheur.

Je pense à mes trois filles, Julie, Marie, Alyssa, qui sont la fierté de ma vie.

Je pense à mes maîtres, à ces instituteurs de l'école laïque, à mon grand professeur de la Faculté de Droit de Toulouse, Jean-Arnaud Mazères, qui le premier me fit une grande confiance.

A l'heure où j'accède à la Présidence de la Haute Assemblée, je veux placer mon propos à la fois sous le signe de la République, dont je suis un enfant, et de la promesse républicaine que nous devons tenir pour les générations futures.

République des territoires, dont nous sommes les représentants ; dont nous aimons la douce musique ; mais dont nous avons entendu aussi la colère profonde d'avoir été stigmatisés, désorientés, peut-être aussi abandonnés face à leurs immenses difficultés.

Seul le prononcé fait foi

Je sais votre attachement aux territoires que vous représentez.

Vous connaissez le mien, indéfectible, pour l'Ariège, cette terre qui m'a tout donné, cette terre d'Ariège, où en permanence mon cœur bat.

Ces territoires font notre fierté ; ces territoires innovent par des politiques volontaristes et modernes en s'ouvrant à la participation des citoyens.

Ils sont les moteurs du développement économique par leurs investissements et contribuent à maintenir la vie et les populations.

République laïque, dont nous devons chaque jour défendre les principes fondateurs, sans outrances, sans exclusive, sans stigmatisation, pour que chacun trouve sa place au cœur du pacte républicain né de la Révolution française.

République du vivre ensemble, parce que seule la sérénité peut répondre au fracas du monde, et seul le devoir de responsabilité doit s'imposer à tous.

Je ne serai jamais là pour servir un clan ou une clientèle : je veux, toujours, me tourner vers l'intérêt collectif.

Mais notre opposition face à toutes les injustices, toutes les exclusions, les discriminations, les inégalités, en particulier celles toujours aussi scandaleuses entre les hommes et les femmes, cette opposition n'en sera pas moins résolue.

Promesse républicaine, parce qu'aucun peuple ne peut vivre sans l'espoir d'un monde meilleur, sans assurer l'avenir de sa jeunesse.

Espoir dans la République, parce qu'il n'y a pas de fatalité à faire subir la charge des efforts toujours aux mêmes, à voir l'état de la planète se dégrader, le réchauffement climatique. Pas de fatalité à mettre en péril la survie des espèces et à mettre en danger les générations qui viennent.

Oui, le Sénat doit prendre sa part à la longue marche vers le progrès social ; oui, il doit prendre sa part dans la mutation écologique devenue une absolue nécessité.

Un autre modèle de développement est possible, un autre monde aussi où la dignité de chacun et l'égalité entre tous ne seront pas de simples incantations.

Nous avons aujourd'hui à prendre conscience de l'extrême gravité de la situation dans laquelle se trouve notre pays en Europe et l'Europe dans le monde.

Mais nous savons que la France doit changer pour continuer à faire entendre sa voix.

Une voix forte. Une voix indispensable et universelle.

Nous ne pouvons envisager une amélioration qu'en restant fidèles à nos valeurs, celles de la justice sociale, mais aussi en avançant sans frilosité vers notre horizon commun, l'Europe, notamment en resserrant nos liens avec les Parlements des Etats qui la composent, avec le Parlement européen.

Servir la République : tel doit être le rôle de notre assemblée.

Nous ne serons pas ici je ne sais quel bastion.

Seul le prononcé fait foi

Mais, vous le savez, nous allons bâtir une majorité nouvelle composée de sénatrices et sénateurs socialistes, communistes, radicaux de gauche, écologistes, de divers gauche, mais aussi de tous ceux qui se retrouvent dans notre démarche et dans notre volonté de faire vivre le bicamérisme.

Oui, mais un bicamérisme rénové dans lequel l'opposition sera respectée.

Si chacune et chacun d'entre nous a ses convictions, infiniment respectables, sur la meilleure manière d'y parvenir, nous avons une chose en partage : c'est la volonté de servir. En un mot, d'être utile.

Et nous savons aussi que nous pouvons nous appuyer, pour ce faire, ici au Sénat, sur un personnel de grande qualité, que je veux saluer, comme je salue l'ensemble des personnels du service public qui est l'une des fiertés de la France.

Dimanche dernier, les grands électeurs ont voté pour le changement. Ils en ont confié la mission à la gauche.

Mais ils nous ont **tous** placé devant une triple responsabilité :

- Responsabilité historique ;
- Responsabilité politique ;
- Responsabilité morale.

Historique, parce que, après plusieurs décennies le Sénat s'est ouvert à l'alternance que je comprends comme une preuve de maturité démocratique et comme une légitimité renforcée.

Politique, parce qu'ils ont exprimé un mécontentement, un vrai malaise, un rejet d'orientations dont ils ne veulent pas.

Responsabilité morale, parce qu'ils ont souhaité un nouveau Sénat.

Nous avons tous entendu l'appel des grands électeurs pour confirmer le Sénat dans son rôle de représentant et de défenseur des libertés publiques, des libertés individuelles, des libertés locales.

Même si cela avait commencé, nous devons changer, cependant, l'image de notre assemblée, souvent caricaturée certes, mais qui se doit aujourd'hui à plus de transparence, plus de modestie.

Elle se doit d'aller vers une vraie rénovation démocratique, vers une autre façon de travailler.

Je ne peux égrener à cet instant toutes les propositions concrètes que nous devons mettre en œuvre pour changer le Sénat.

Nous devons en débattre ensemble, dans un cadre collectif.

Et je mettrai en place, dans les semaines qui viennent, un groupe de travail auquel je demanderai, à partir d'une lettre de mission précise, de nous remettre des propositions dans un calendrier resserré.

Seul le prononcé fait foi

Mais cette attente de changement nous engage.

Nous le savons.

A nous d'écrire une nouvelle page.

A nous tous, tous ensemble, de donner un nouveau souffle à la décentralisation, si nécessaire pour réformer vraiment notre pays.

A nous de réunir rapidement les états généraux des élus locaux pour préparer l'avenir.

A nous de faire vivre l'alternance au Sénat.

A nous d'être les dignes héritiers de Victor Hugo, de Victor Schoelcher, de Georges Clemenceau, et de beaucoup d'autres qui nous ont devancé ici.

Mes chers collègues,

Je veux terminer en revenant sur cette responsabilité qui nous échoit, plus précisément sur la mienne.

Je sais que la tâche est immense.

Je m'y consacrerai sans relâche, avec pour objectif de défendre nos territoires ; de faire du Sénat la maison des élus, mais aussi celle des citoyens, le lieu privilégié du dialogue et du respect de l'autre, en même temps qu'un lieu de décision et d'action.

Mes chers collègues,

A l'heure où une longue route s'ouvre devant nous, permettez-moi de conclure avec le grand poète espagnol Antonio Machado : *Caminante, no hay camino.*

« Voyageur, le chemin / C'est les traces de tes pas, C'est tout / Voyageur / Il n'y a pas de chemin ; / Le Chemin se fait en marchant / Le Chemin se fait en marchant ».

Toutes et tous, soyez-en sûrs.

A partir de cet instant, je n'ai plus qu'une idée en tête : être digne de votre confiance.

Je vous remercie.